

30/04/2020

Point mensuel de conjoncture

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION
DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES ECONOMIQUES
DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES



Avril 2020

Le point mensuel de conjoncture est publié au plus tard 30 jours après la fin du mois.
Il est disponible sur le site de la DPEE : www.dpee.sn

DPEE/DSC@ Mai 2020

CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE

Contraction de l'activité économique dans la plupart des pays avancés.

L'activité économique mondiale, en particulier dans les pays avancés, s'est fortement contractée à la fin du premier trimestre 2020, du fait de la crise sanitaire de la Covid-19 et des mesures prises par les autorités publiques pour l'endiguer. Les données récentes, disponibles à fin avril 2020, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont révélé une forte secousse de l'économie dans les pays développés et le début d'une récession pour cette année. En effet, les pays membres de l'OCDE ont vu leur produit intérieur brut (PIB) réel baisser de 0,8%, en rythme annuel, au premier trimestre 2020. Au sein des pays de l'Organisation, les productions se sont repliées en zone

euro (-3,2%), au Japon (-2,2%) et au Royaume-Uni (-1,6%) après des évolutions annuelles respectives de 1%, -0,7% et 1,1% au trimestre précédent. En zone euro, la France, l'Italie et l'Allemagne ont enregistré des contractions respectives de leurs PIB de 5,4%, 4,8% et 2,3%. Aux Etats-Unis, l'économie a continué de résister en affichant une croissance annuelle de 0,3 %.

En variation trimestrielle, le PIB réel de la zone OCDE a reculé de 1,8% au premier trimestre 2020, contre une croissance de 0,2% un trimestre plus tôt. En particulier, le PIB a baissé aux Etats-Unis (-1,2%), en zone euro (-3,8%), au Japon (-0,9%) et au Royaume-Uni (-2%).

MARCHE FINANCIER ET MONETAIRE

Adoption de politiques monétaires expansionnistes par la Fed et la BCE pour combattre les effets négatifs du COVID-19 sur l'économie

Au plan financier, la Réserve fédérale américaine (Fed) a marqué une pause dans sa politique monétaire, en avril 2020, après des mesures d'assouplissement prises dans le contexte de la crise sanitaire.

En effet, la Fed a maintenu ses taux directeurs dans une four-

chette comprise entre 0% et 0,25% après les avoir abaissés de 150 points de base en mars 2020. Pour sa part, la Banque centrale européenne (BCE) a maintenu le statu quo sur ses taux directeurs à l'issue de sa réunion d'avril 2020. Le principal taux de financement reste à zéro et ceux de prêt marginal et de dépôt se sont maintenus respectivement à 0,25% et -0,5%. Toutefois, la BCE a assoupli les conditions sur les opérations ciblées de refinancement à long terme (TLTRO III) et lancé une nouvelle série d'opérations de refinancement à long terme non ciblées (PELTRO).

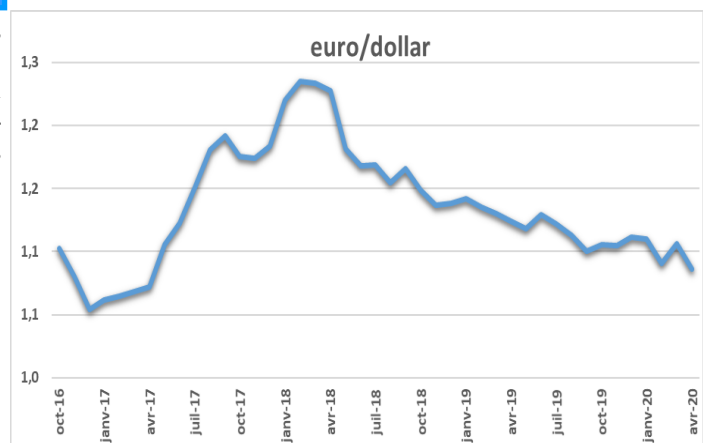
MARCHE DE CHANGE

Dépréciation de l'euro face aux principales devises en avril 2020

Sur le marché de change, l'euro s'est déprécié vis-à-vis des principales devises en avril 2020. En effet, la monnaie commune a affiché des replis mensuels de 2,1%, 1,8% et 1,6%, respectivement face à la livre sterling, au dollar et au yen. Sur une base annuelle, la devise européenne s'est également contractée vis-à-vis du yen (-4,7%), du dollar (-3,0%) et de la livre sterling (-0,5%). En comparaison aux principales monnaies des économies de marché émergentes, l'euro a connu une évolution mitigée au mois d'avril 2020. En effet, il s'est renforcé par rapport au réal (+7,1%) et à la roupie indienne (+0,4%). Par contre, il s'est replié vis-à-vis du yuan (-1,1%) et du rouble (-0,8%).

Source: Banque de France

Graphique 1: Evolution du cours de l'euro par rapport au dollar



Source: Banque de France

INFLATION

Ralentissement de l'inflation annuelle en avril 2020 dans les pays de l'OCDE

S'agissant de l'inflation, elle a ralenti dans la plupart des économies avancées en avril 2020, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie et du ralentissement de l'inflation sous-jacente. Toutefois, les produits alimentaires se sont renchérissés sur la période. Ainsi, en glissement annuel, l'inflation au mois d'avril est ressortie à 0,3% aux Etats-Unis et en zone euro, à 0,9% au

Royaume-Uni et à 0,1% au Japon après respectivement 1,5%, 0,7%, 1,5% et 0,4% en mars 2020.

Dans les principales économies de marché émergentes, la hausse annuelle des prix à la consommation a connu une évolution mixte au mois d'avril 2020. En effet, elle a ralenti en Chine et au Brésil, avec des taux respectifs de 3,3% et 2,4% après, respectivement, 4,3% et 3,3% un mois plus tôt. En Russie, l'inflation annuelle s'est par contre accélérée, à 3,1% contre 2,5% en mars 2020.

MARCHE DES MATIERES PREMIERES

Chute des cours des matières premières en avril 2020

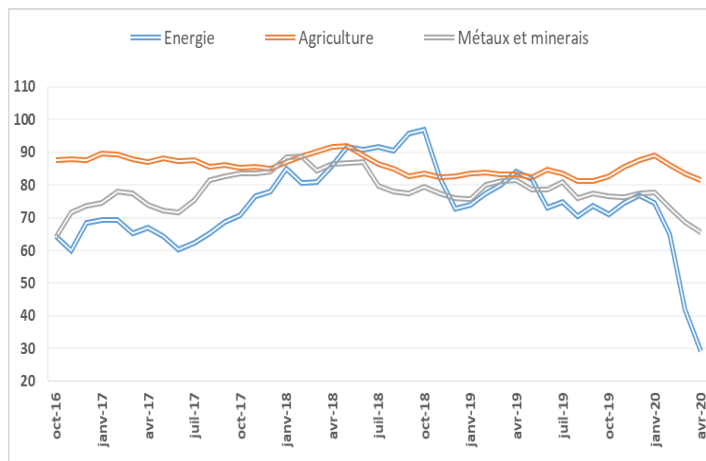
l'indice des cours des produits énergétiques s'est replié de 30,2%, du fait principalement de la baisse des cours du pétrole (-34,7%). Pour ce qui est des produits non énergétiques, les cours ont fléchi de 2,8%, sous l'effet des produits agricoles (-2,3%) et des métaux et minerais (-4,6%). Sur un an, les indices

Au titre des matières premières, 3,4%, en rythme mensuel, en rapport avec les baisses des prix du sucre (-14,6%), des huiles végétales (-5,2%), des produits laitiers (-3,6%), de la viande (-2,7%) et des céréales (-0,2%).

des cours des produits énergétiques et non énergétiques ont respectivement baissé de 65,1% et 7,9%, en avril 2020.

Concernant l'alimentation, l'indice des prix s'est replié de 3,4%, en rythme mensuel, en rapport avec les baisses des prix du sucre (-14,6%), des huiles végétales (-5,2%), des produits laitiers (-3,6%), de la viande (-2,7%) et des céréales (-0,2%). Comparativement au mois d'avril 2019, l'indice des prix des produits alimentaires a reculé de 3%, induit par le sucre (-20,3%), les produits laitiers (-8,8%) et la viande (-1,2%).

Graphique 2: Indice du cours des matières premières (base 100 en 2010)



Source: BM, DPEE

Baisse des cours du Brent en avril 2020

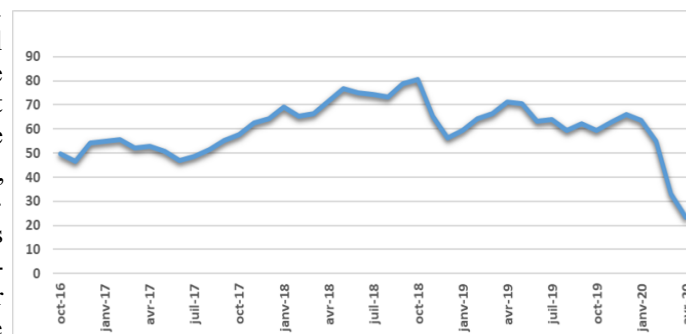
Malgré l'accord de réduction de la production pétrolière (baisse de la production de 10 millions de baril par jour) entre la Russie et l'Arabie saoudite, le marché du pétrole est resté paralysé au mois d'avril 2020. En effet, l'effondrement de la demande mondiale de pétrole, dû à la pandémie de Covid-19, a été aggravé par un excédent d'offre difficile à stocker, particulièrement aux Etats-Unis. Ainsi, en avril 2020, le cours moyen du baril de Brent s'est établi à son plus bas niveau depuis février 2002, à 23,3 dollars, soit une baisse de 29,2% par rapport au mois précédent. En glissement annuel, il a chuté de 67,2% au mois d'avril 2020.

Tableau 1: Evolution de l'indice des prix des produits alimentaires de base (base 100 = 2002-2004)

	2019		2020		Variations (%)	
	Avril (1)	Mars (2)	Avril (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)	
Produits alim	170,7	171,3	165,5	-3,4%	-3,0%	
Céréales	160,1	164,3	164,0	-0,2%	2,4%	
Huiles végétales	128,7	139,1	131,8	-5,2%	2,4%	
Sucre	181,7	169,6	144,9	-14,6%	-20,3%	
Viande	170,9	173,5	168,8	-2,7%	-1,2%	
Produits laitiers	215,0	203,5	196,2	-3,6%	-8,8%	

Source: FAO, DPEE

Graphique 3: Evolution des cours du pétrole Brent (\$/bbl)



Source: Banque Mondiale, DPEE

ACTIVITE ECONOMIQUE INTERNE

Contraction de l'activité en avril 2020

En avril 2020, l'activité économique interne (hors agriculture et sylviculture) s'est contractée de 8,0%, en rythme mensuel, reflétant les baisses dans les secteurs secondaire (-15,2%), tertiaire (-3,4%) et primaire (-26,8%). Par ailleurs, l'administration publique s'est consolidée de 1,1% sur la période. Sur une base annuelle, l'évolution de l'activité économique est ressortie à -9,7%, en avril 2020, en liaison avec la contraction dans le tertiaire (-10,9%), le secondaire (-10,0%) et le primaire (-27,0%).

	Poids, 2018	2019		2020		Variations	
		Avril (1)	Mars (2)	Avril (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)	
Secteur Primaire	5,7%	136	135	99,1	-26,8%	-27,0%	
Secteur Secondaire	26,8%	116	123	104	-15,2%	-10,0%	
Secteur Tertiaire	51,6%	94,5	87,2	84,2	-3,4%	-10,9%	
Administration publique	15,8%	123	122	123	1,1%	0,7%	
IGA (hors agriculture)	100%	107	105	96,7	-8,0%	-9,7%	

Source: DPEE

SECTEUR PRIMAIRE (HORS AGRICULTURE)

Contraction du secteur primaire en avril 2020 Le secteur primaire (hors agriculture et sylviculture) s'est contracté de 26,8%, en variation mensuelle, au

mois d'avril 2020. Cette situation traduit les contreperformances des sous-secteurs de l'élevage (-32,4%) et de la pêche (-17,0%).

Sur un an, un repli de 27,0% du secteur primaire est constaté en avril 2020, en liaison avec la baisse des débarquements de la pêche (-8,4%) et de l'abattage contrôlé de viande (-36,2%).

Tableau 3: Indice Général d'Activité (IGA) dans le primaire

SECTEUR	Poids. 2018	2019		2020		Variations	
		Avril. (1)	Mars. (2)	Avril. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
Primaire (hors agriculture & sylviculture)	5,7%	135,8	135,3	99,1	-26,8%	-27,0%	
Elevage	4,0%	132,2	124,8	84,4	-32,4%	-36,2%	
Pêche	1,8%	143,7	158,6	131,6	-17,0%	-8,4%	

Source: DPM, PAD, SOGAS, DPEE

SECTEUR SECONDAIRE

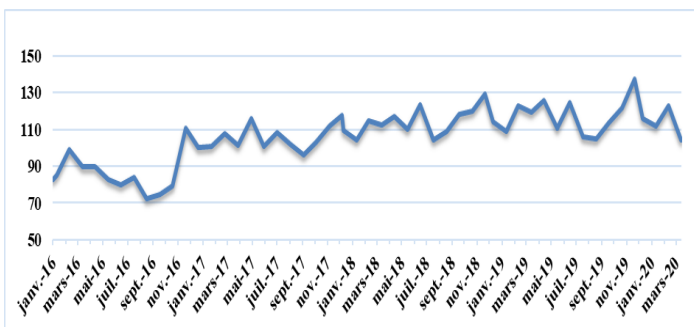
Repli de l'activité du secondaire en avril 2020

En avril 2020, le secteur secondaire s'est contracté de 15,2% en variation mensuelle, essentiellement imputable à la « fabrication de produits agroalimentaires » (-22,5%), à la « filature, tissage et ennoblissement textile » (-43,2%), à la « fabrication de produits chimiques de base » (-24%), au « travail du caoutchouc et du plastique » (-15,2%) et à

« la fabrication de savons, détergents et produits d'entretien » (-16,7%). Par ailleurs, les activités extractives (+23,2%), la construction (+13,6%) et la « production et distribution d'électricité et de gaz » (+3,4%) se sont bien comportées sur la période.

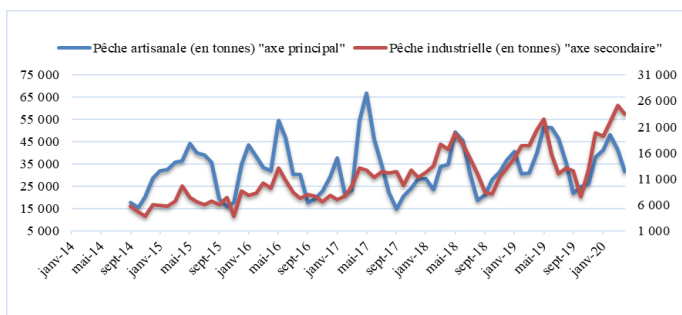
Sur une base annuelle, l'activité dans le secteur secondaire a baissé de 10%, en liaison avec les contreperformances de la « fabrication de produits agroalimentaires » (-25%), du « travail du cuir; fabrication d'articles de voyage et de chaussures » (-95,3%), de la « production de métallurgie et de fonderie; fabrication d'ouvrage en métaux » (-35,3%) et du « sciage et rabotage de bois » (-34,3%). En revanche, la « filature, tis-

Graphique 6: Evolution de l'activité dans le secteur secondaire (base 100=2016)



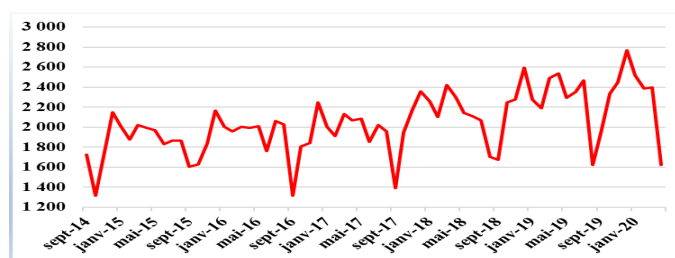
Source: DPEE

Graphique 4: Evolution dans le sous-secteur de la pêche (base 100 = 2016)



Source: DPM, PAD, DPEE

Graphique 5: Evolution dans le sous-secteur de l'élevage (base 100 = 2016)



Source: SOGAS, DPEE

sage et ennoblissement textile » (+33,6%), les activités extractives (+14,9%), la « production et distribution d'électricité et de gaz » (+16,4%) et la construction (+13,6%) ont affiché de bons résultats sur la période.

Tableau 4: Indice Général d'Activité (IGA) dans le secondaire (base 100=2016)

SECTEURS	Pond (2018)	2019		2020		Variation	
		Avril	Mars	Avril	Mens.	Gliss.	
SECONDAIRE	26,8%	115,9	123,1	104,3	-15,2%	-10,0%	
Activités extractives	3,5%	67,8	63,3	77,9	23,2%	14,9%	
Fabrication de produits agro-alimentaires	8,6%	134,5	130,2	101,0	-22,5%	-25,0%	
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,3%	58,1	82,8	80,2	-3,2%	38,0%	
Fabrication de produits chimiques de base	0,6%	105,5	166,0	126,2	-24,0%	19,6%	
Fabrication de ciment et d'autres matériaux de construction	0,8%	109,6	105,3	110,2	4,6%	0,6%	
Production de l'égrenage du coton	0,0%	196,3	34,3	22,3	-34,9%	-88,6%	
Production de la filature, du tissage et de l'ennoblissement textile	2,3%	81,7	192,1	109,1	-43,2%	33,6%	
Travail du cuir; fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,1%	418,0	70,8	19,5	-72,5%	-95,3%	
Sciage et rabotage du bois	0,5%	70,3	53,7	46,1	-14,1%	-34,3%	
Fabrication de papier cartons et d'articles en papier ou carton	0,3%	74,6	61,7	51,9	-15,9%	-30,4%	
Fabrication de produits pharmaceutiques	0,1%	71,7	83,6	77,8	-6,9%	8,6%	
Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	0,4%	118,0	130,1	108,4	-16,7%	-8,1%	
Travail du caoutchouc et du plastique	0,6%	105,6	110,1	93,3	-15,2%	-11,6%	
Production de métallurgie et de fonderie; fabrication d'ouvrage en métaux	1,0%	134,7	91,6	87,1	-4,9%	-35,3%	
Fabrication de matériels de transport	0,4%	61,6	58,5	51,2	-12,6%	-16,9%	
Autres industries manufacturières	1,5%	98,8	99,1	55,8	-43,7%	-43,5%	
Production et distribution d'électricité et de Gaz	1,6%	113,3	127,5	131,8	3,4%	16,4%	
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets	1,0%	111,4	123,9	119,9	-3,2%	7,6%	
Construction	3,3%	161,7	167,5	169,7	1,3%	5,0%	

Source: DPEE

SECTEUR TERTIAIRE

Contraction du secteur tertiaire en avril 2020

L'évolution du secteur tertiaire a fait ressortir une contraction de 3,4% de l'activité, en variation mensuelle, au mois d'avril 2020.

Cette contreperformance est imputable au commerce (-14,1%), aux « activités financières et d'assurances » (-19,9%), aux « activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives » (-91,7%), aux « activités de services et de soutien de bureau » (-17,1%), à l'enseignement (-4,7%) et à l'« infomation et communication » (-2,4%). Toutefois, les activités immobilières et les « activités spécialisées, scientifiques et techniques » se sont respectivement accrues de 131,3% et 29,5% sur cette période.

Sur un an, une baisse de 10,9% de l'activité du tertiaire est notée en avril 2020, attribuable au commerce (-8,3%), à l'« infomation et communication » (-12,2%), au transport (-12,6%), aux « activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives » (-97,4%), aux « activités de services et de soutien de bureau » (-22,5%), aux « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (-8,5%), à l'« hébergement et restauration » (-

28,4%) et aux « activités financières et d'assurance » (-6,2%).

Tableau 5: Indice Général d'Activité dans le secteur tertiaire (base 100 = 2016)

	Poids. 2018	2019		2020		Variations	
		Avril (1)	Mars (2)	Avril (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
Secteur Tertiaire	51,6%	94,5	87,2	84,2	-3,4%	-10,9%	
Commerce	14,6%	124	132	113	-14,1%	-8,3%	
Transport	4,2%	113	98	98,6	0,6%	-12,6%	
Hébergement et restauration	1,4%	141	92,6	101	8,9%	-28,4%	
Information et communication	4,5%	111	99,8	97,4	-2,4%	-12,2%	
<i>Télécommunications</i>	3,4%	117	109	106	-2,9%	-9,7%	
<i>Autres Activités d'Information et de Communication</i>	1,1%	93,3	73,4	73,2	-0,2%	-21,6%	
Activités financières et d'assurance	2,7%	117	136	109	-19,9%	-6,2%	
Activités immobilières	8,3%	43,3	18,7	43,2	131,3%	-0,2%	
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	5,1%	76,4	54	69,9	29,5%	-8,5%	
Activités de services et de soutien et de Bureau	1,9%	131	122	101	-17,1%	-22,5%	
Enseignement	5,0%	29,4	28,6	27,2	-4,7%	-7,5%	
Activités pour la santé	1,6%	104	105	105	-0,5%	0,4%	
Activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives	0,5%	136	42,9	3,56	-91,7%	-97,4%	
Autres services	1,8%	117	121	105	-13,2%	-10,0%	

Source: DPEE

EMPLOI SALARIE DANS LE SECTEUR

Repli des effectifs à fin avril 2020

A fin avril 2020, l'emploi salarié du secteur moderne s'est replié de 8,4% par rapport au mois précédent, en liaison avec la baisse des effectifs dans le secondaire (-12,7%) et le tertiaire (-

2,5%). En détail, les pertes d'emplois sont observées dans tous les sous-secteurs d'activités, notamment les industries (-14,2%), la construction (-1%), les services (-2,9%) et le commerce (-2,9%).

Sur un an, les effectifs salariés ont baissé de 2,6% au mois d'avril 2020. Cette évolution est attribuable à la contraction de postes pourvus dans le secondaire (-6,1%), spécifiquement dans les industries (-6,9%) et les BTP (-0,9%), dans une moindre mesure. L'emploi dans le secteur tertiaire est ressorti, quant à lui, en hausse de 2,1% en liaison avec les services (+3,4%). Toutefois, le nombre de salariés dans le commerce s'est replié de 3,5% sur la période.

Tableau 6: Indice de l'emploi salarié dans le secteur moderne (base 100 = 2014)

Emploi Salarié	POIDS	2019		2020		Variation	
		Avr. (1)	Mars. (2)	Avr. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
BRANCHES							
INDUSTRIES	453,3	128,0	138,9	119,2	-14,2%	-6,9%	
BTP/CONSTRUCTION	66,0	126,4	126,6	125,3	-1,0%	-0,9%	
SECONDAIRE	519,2	127,8	137,3	120,0	-12,7%	-6,1%	
SERVICES	403,6	99,4	105,3	102,8	-2,4%	3,4%	
COMMERCE	77,2	125,5	124,8	121,2	-2,9%	-3,5%	
TERTIAIRE	480,8	103,6	108,4	105,7	-2,5%	2,1%	
INDICE D'ENSEMBLE	1 000	116,1	123,4	113,1	-8,4%	-2,6%	

Source: DPEE

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES DANS LE SECONDAIRE ET LE TERTIAIRE

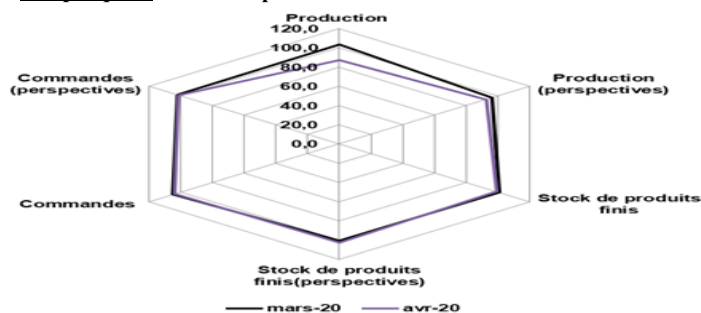
En avril 2020, le climat des affaires (calculé sur la base des soldes d'opinions des chefs d'entreprises) s'est dégradé en variation mensuelle et s'est situé en dessous de sa moyenne de long terme. Cette situation reflète l'orientation défavorable des opinions des industriels, entrepreneurs de bâtiment et travaux publics et prestataires de services. Sur une base annuelle, l'indicateur a également perdu 9,5 points, en avril 2020.

Opinion des chefs d'entreprises	Moyenne de long terme	2019		2020		Variation (%)	
		Avril (1)	Mars (2)	Avril (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
Indicateur du climat des affaires	100	99,3	92,71	89,83	-2,9	-9,5	
Industrie	100	101,2	101,4	97,7	-3,7	-3,5	
BTP	100	97,6	79,6	69,1	-10,5	-28,5	
Services	100	99,3	94,3	90,8	-3,5	-8,5	
Commerce	100	96,9	76,9	78,8	1,9	-18,0	
Indicateur du climat de l'emploi	100	103,6	100,4	102,3	1,9	-1,3	
Industrie	100	103,8	103,6	107,0	3,4	3,2	
BTP	100	101,8	78,2	70,2	-8,0	-31,6	

Source: DPEE-Enquête mensuelle d'opinion sur la conjoncture

Dans l'industrie, l'insuffisance de la demande (44%), l'approvisionnement difficile en matières premières (28%), la concurrence supposée déloyale (22%) et les difficultés de recouvrement des créances (22%) ont majoritairement constitué les principales contraintes à l'activité. Par ailleurs, le climat des affaires s'est tassé (-3,7 points) dans le sous-secteur, en rythme mensuel, sous l'effet des orientations négatives des soldes d'opinion relatifs à la production et aux perspectives de production. Pour leur part, les soldes relatifs aux stocks de produits finis et commandes reçues sont restés stables.

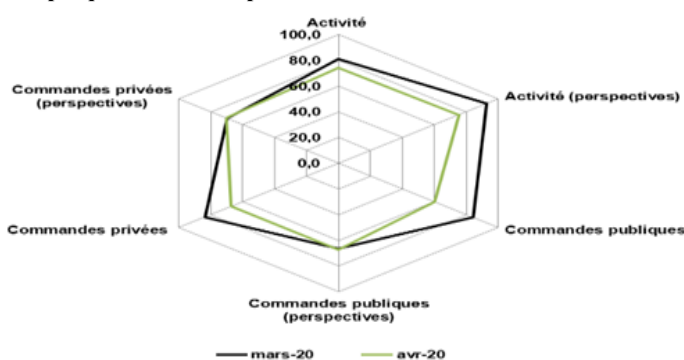
Graphique 6: Solde d'opinion dans l'industrie



Source: DPEE

Concernant le sous-secteur des bâtiments et travaux publics, les contraintes les plus citées par les entrepreneurs interrogés sont les difficultés de recouvrement des créances (67%), la concurrence supposée déloyale (33%), la fiscalité (33%), l'accès difficile au crédit (33%) et l'insuffisance de la demande (33%). Par ailleurs, le climat des affaires s'est affiché moins reluisant (-

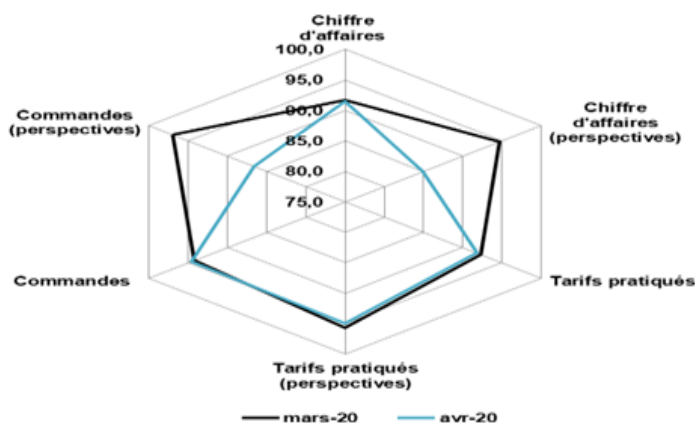
Graphique 8: Solde d'opinion dans les BTP



Source: DPEE

Au titre du sous-secteur des services, les interrogés ont majoritairement évoqué les difficultés de recouvrement des créances (63%), l'insuffisance de la demande (50%), la concurrence jugée déloyale (25%) et la fiscalité (25%) comme les principales entraves à l'activité, en avril 2020. En sus, le climat des affaires s'est dégradé de 3,5 points dans le sous-secteur, en

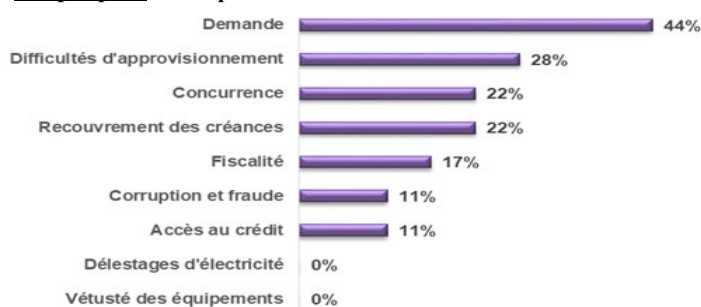
Graphique 10: Solde d'opinion dans les services



Source: DPEE

S'agissant du commerce, l'approvisionnement difficile en marchandises (67%), l'accès difficile au crédit (67%), les difficultés de recouvrement des créances (67%) et l'insuffisance de la demande (67%) sont les principales contraintes évoquées par les interviewés, en avril 2020. Toutefois, le climat des affaires s'est renforcé (+1,9 point) en rythme mensuel, sous l'effet de

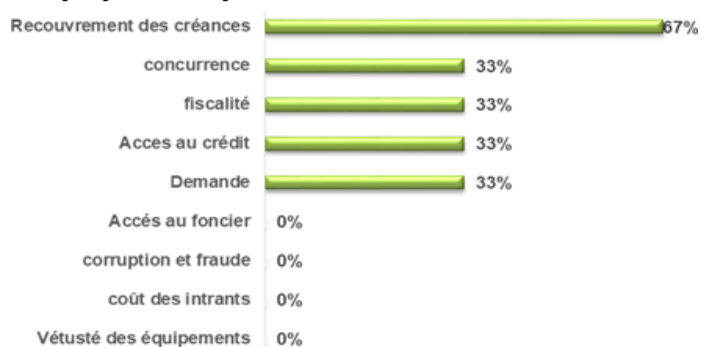
Graphique 7: Principales contraintes dans l'industrie



Source: DPEE

10,5 points) dans le sous-secteur, en rythme mensuel, en liaison avec les orientations défavorables des soldes d'opinion relatifs à l'activité générale et aux commandes (publiques et privées). Le pessimisme des chefs d'entreprises enquêtés quant aux perspectives d'activité a, aussi, contribué au fléchissement de l'indicateur dans le sous-secteur.

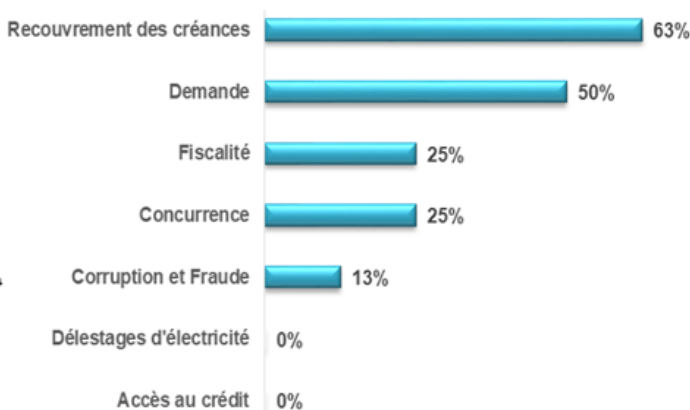
Graphique 9: Principales contraintes dans les BTP



Source: DPEE

rythme mensuel. Cette situation traduit la détérioration des soldes d'opinion relatifs aux perspectives de chiffre d'affaires et de commandes.

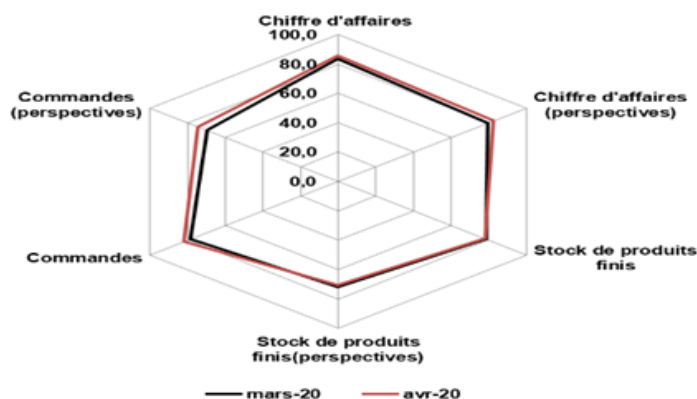
Graphique 11: Principales contraintes dans les services



Source: DPEE

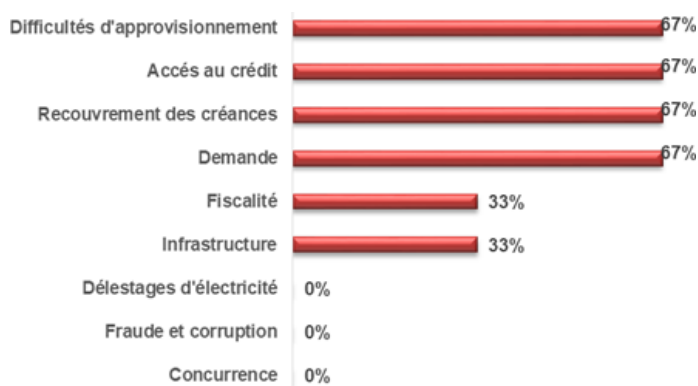
l'amélioration du solde d'opinion relatif aux perspectives de commandes.

Graphique 12: Solde d'opinion dans le commerce



Source: DPEE

Graphique 13: Principales contraintes dans le commerce



Source: DPEE

PRIX A LA CONSOMMATION

Hausse des prix à la consommation en avril 2020

En avril 2020, les prix à la consommation ont augmenté de 1,1% en rythme mensuel, tirés par les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,8%) et les transports (+2,3%). Sur une base annuelle, un accroissement de 3,3% du niveau général des prix à la consommation est noté en avril 2020, essentiellement porté par le renchérissement des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+3,8%) et des transports (+5,2%).

S'agissant de l'inflation sous-jacente (hors produits frais et énergétiques), elle est ressortie en hausse de 0,4%, en variation mensuelle, et 1,9%, en glissement annuel.

En termes d'origine, les prix des produits locaux ont crû de 1,7% tandis que ceux des produits importés se sont contractés de 0,3%, en variation mensuelle. Sur un an, les produits locaux et importés se sont renchérissés respectivement de 3,5% et 2,3%, en avril 2020.

Tableau 8: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (Base 100 = 2008)

IHPIC	Pond. 2014	2019		2020		VARIATION (%)	
		Avril (1)	Mars (2)	Avril (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)	
Indice général	10000	103,4	105,7	106,8	1,1	3,3	
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4964	107,5	109,7	111,7	1,8	3,8	
Céréales non transformées	1159	101,6	108,9	109,2	0,3	7,4	
Beuf	268	125,1	126,2	127,4	1,0	1,9	
Poissons frais	423	143,1	143,4	157,7	10,0	10,2	
Lait	195	99,1	99,7	99,7	0,0	0,6	
Huiles	522	106,6	108,7	109,5	0,8	2,7	
Légumes frais en fruit ou racine	248	88,7	82,7	86,1	4,1	-2,8	
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1204	98,3	99,2	99,2	0,0	1,0	
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	502	103,9	104,5	104,5	0,0	0,6	
Santé	353	105,9	106,5	107,0	0,5	1,1	
Transports	563	98,4	101,2	103,5	2,3	5,2	
Enseignement	194	107,7	108,8	108,8	0,0	1,0	
Restaurants et Hôtels	376	103,7	105,1	105,2	0,1	1,5	
Biens et services divers	383	100,8	102,3	102,2	0,0	1,4	

Source: ANSD

TAUX DE CHANGE EFFECTIF REEL

Perte de compétitivité-prix au mois d'avril 2020

Au mois d'avril 2020, l'économie sénégalaise a enregistré des pertes de compétitivité-prix évaluées à 1,4%, en variation mensuelle, en liaison avec le différentiel d'inflation défavorable (+1,1%) et l'appréciation du franc CFA par rapport à la monnaie des principaux pays partenaires (+0,3%).

Face aux pays partenaires membres de l'UEMOA et de la zone Euro, les différentiels d'inflation défavorables ont induit des pertes de compétitivité respectives de 1,2% et 0,9%, sur cette période.

En glissement annuel, des pertes de compétitivité de 3,3% ont également été notées, consécutives à une appréciation du franc CFA par rapport à la monnaie des pays partenaires (+2,1%) conjuguée par un différentiel d'inflation défavorable (+1,2%).

Tableau 9: Taux de change Effectif Réel (Base 100 = 2005)

COMPETITIVITE	2019	2020		Variation	
	Avril (1)	Mars (2)	Avril (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)
TCER					
Global	91,0	92,7	94,0	1,4%	3,3%
Pays UEMOA	95,7	97,4	98,6	1,2%	3,0%
Pays africains hors UEMOA	89,3	85,3	86,8	1,7%	-2,8%
Zone EURO	95,4	97,5	98,4	0,9%	3,1%
Pays industrialisés hors EURO	84,9	88,8	90,5	2,0%	6,6%
TCEN					
Global	118,4	120,6	120,9	0,3%	2,1%
Pays africains hors UEMOA	206,1	207,6	210,3	1,3%	2,0%
Pays industrialisés hors EURO	120,1	126,6	127,0	0,3%	5,7%
Prix intérieurs	120,9	123,7	125,0	1,1%	3,4%
Prix extérieurs	157,4	160,9	160,9	0,0%	2,2%
Global	157,4	160,9	160,9	0,0%	2,2%
Pays UEMOA	126,4	126,9	126,8	-0,1%	0,3%
Pays africains hors UEMOA	279,0	300,9	302,9	0,7%	8,6%
Zone EURO	126,8	126,9	127,1	0,2%	0,2%
Pays industrialisés hors EURO	171,1	176,4	175,4	-0,6%	2,5%

Source: DPEE

ECHANGES AVEC L'EXTERIEUR

Au mois d'avril 2020, le déficit commercial s'est réduit de 68,4 milliards pour se situer à 206,1 milliards.

Aggravation du déficit commercial en mars *Cette situation traduit la baisse des importations (-97,3 milliards) plus prononcée que celle des exportations de biens (-17,2 milliards), en rythme mensuel. A cet effet, le taux de couverture des importations par les exportations s'est amélioré de 3,5 points de pourcentage, s'établissant, ainsi, à 35,0% contre 31,5% un mois auparavant.*

Baisse des exportations en avril 2020

Les exportations de biens sont estimées à 136,2 milliards au mois d'avril 2020 contre 153,4 milliards le mois précédent, soit une baisse de 11,2% (-17,2 milliards). Ce repli s'explique, en partie, par la baisse des exportations de produits alimentaires (-7,8 milliards), d'or brut (-1,3 milliard), et dans une moindre mesure, de zircon (-0,6 milliard). Par ailleurs, les exportations d'acide phosphorique, ont augmenté de 5,2 milliards au cours du mois sous revu. Les produits pétroliers, le titane et le ciment ont également enregistré de légères hausses respectives de 137 millions, 114 millions et 83 millions. Au titre des exportations de produits alimentaires, la baisse observée traduit, essentiellement, la diminution de la valeur des ventes à l'étranger de produits halieutiques (-5,6 milliards) et arachidières (-1,2 milliard).

En glissement annuel, les exportations de biens ont enregistré une baisse de 13,7% (-21,7 milliards), attribuable, essentiellement, aux produits alimentaires (-27,5 milliards), à l'or brut (-1,7 milliard) et, dans une moindre mesure, au zircon (-0,4 milliard). S'agissant de la baisse de ventes à l'étranger de produits alimentaires, le repli est, particulièrement, en relation avec la baisse des exportations de produits arachidières (-26,6 milliards) et de produits halieutiques (-4,1 milliards). Cette orientation baissière a, cependant, été légèrement atténuée par la hausse des exportations d'acide phosphorique (+2,2 milliards), de produits pétroliers (+1,8 milliard), de titane (+1,6 milliard) et d'« engrais minéraux et chimiques » (+0,4 milliard).

S'agissant des exportations du Sénégal vers les pays de l'UEMOA, elles sont estimées à 43,6 milliards au mois d'avril 2020 contre 37,6 milliards le mois précédent, soit une hausse de 6,0 milliards. Elles ont, ainsi, représenté 32,0% de la valeur totale des exportations de marchandises du Sénégal durant le mois d'avril 2020. La part des produits acheminés vers le Mali, principale destination des exportations du Sénégal dans l'Union, est passée de 42,6% à 38,2% sur la période, soit une perte de part de marché de 4,4 points de pourcentage. Le ciment reste le principal produit exporté vers le Mali avec une part évaluée à 26,8% en avril 2020 contre 27,1% le mois précédent.

Baisse des importations en avril 2020

Concernant les importations de biens, elles sont passées de 486,2 milliards au mois de mars 2020 à 389,0 milliards en avril 2020, soit une baisse de 20,0% (-97,2 milliards). Cette diminution est le résultat du repli de la valeur des importations de « machines, appareils et moteurs » (-37,4 milliards), de produits pétroliers (-31,2 milliards), de « véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles » (-8,9 milliards) et de produits pharmaceutiques (-3,0 milliards). La baisse observée au niveau des importations de produits pétroliers est due essentiellement au recul des achats à l'étranger des huiles brutes de pétrole de 41,8 milliards, atténuée, toutefois, par les achats de produits pétroliers raffinés (+10,5 milliards), en variation mensuelle.

En glissement annuel, les importations de biens se sont accrues de 20,7% (+66,8 milliards), tirées, principalement, par le renforcement des achats à l'étranger de produits pétroliers (+34,0 milliards), de produits alimentaires (+29,4 milliards), de « véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles » (+13,8 milliards) et de produits pharmaceutiques (+1,5 milliard). Concernant les produits pétroliers, la hausse est liée à la fois au renforcement de la valeur des achats à l'étranger de produits raffinés (+18,4 milliards) et d'huiles brutes de pétrole (+15,1 milliards) sur la période. Pour ce qui est des produits alimentaires, l'augmentation est imputable à la progression des importations de riz (+22,8 milliards) et d'« huiles, grasses animales et végétales » (+4,8 milliards). Cette tendance haussière a, cependant, été légèrement atténuée par la baisse des importations de « machines, appareils et moteurs » (-2,7 milliards).

Concernant les importations de biens en provenance des pays de l'UEMOA, elles sont évaluées à 5,8 milliards au mois d'avril 2020 contre 8,4 milliards le mois précédent, soit une baisse de 30,9% (-2,6 milliards). Elles ont, ainsi, représenté 1,5% de la valeur totale des importations de biens au mois d'avril 2020 contre 1,7% le mois précédent. La Côte d'Ivoire demeure le principal fournisseur du Sénégal au sein de la zone, avec une part évaluée à 72,8% en avril 2020 contre 64,2% le mois précédent. Les achats en provenance de ce pays ont, principalement, porté sur les « fruits et légumes comestibles » et les matières plastiques artificielles qui en ont représenté, respectivement, 17,3% et 12,7% sur la période.

Tableau 10: Exportations en valeur (millions de FCFA)

EXPORTATIONS (en millions)	2019	2020		Variations relatives	
	Avril (1)	Mars (2)	Avril (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)
PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES					
PRODUITS ALIMENTAIRES	63 227	43 551	35 748	-17,9%	-43,5%
- PRODUITS HALIEUTIQUES	25 051	26 521	20 913	-21,1%	-16,5%
- LEGUMES FRAIS	3 292	6 040	5 538	-8,3%	68,2%
- PREPARATIONS DE SOUPES POTAGES BOUILLONS	5 589	6 813	5 683	-16,6%	1,7%
- PRODUITS ARACHIDIERS	26 639	1 255	18	-98,6%	-99,9%
CIMENT HYDRAULIQUE	5 119	4 906	4 989	1,7%	-2,5%
PRODUITS PETROLIERS	5 566	7 254	7 391	1,9%	32,8%
ENGRAIS MINERAUX ET CHIMIQUES	834	409	1 228	200,2%	47,2%
ACIDE PHOSPHORIQUE	15 774	12 787	18 018	40,9%	14,2%
ZIRCON	5 270	5 419	4 843	-10,6%	-8,1%
OR BRUT	24 526	24 071	22 798	-5,3%	-7,0%
TITANE	5 026	6 508	6 622	1,8%	31,8%
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	125 342	104 906	101 637	-3,1%	-18,9%
AUTRES PRODUITS	32 526	48 488	34 543	-28,8%	6,2%
TOTAL	157 868	153 394	136 179	-11,2%	-13,7%

Source: ANSD

Tableau 11: Importations en valeur (millions de FCFA)

IMPORTATIONS (en millions de FCFA)	2019	2020		Variations relatives	
	Avril (1)	Mars (2)	Avril (3)	Mens. (3)/(2)	Glis. (3)/(1)
PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES					
PRODUITS ALIMENTAIRES	57 594	67 145	86 968	29,5%	51,0%
- FRUITS ET LEGUMES COMESTIBLES	4 231	2 518	3 118	23,8%	-26,3%
- FROMENT ET METEIL	7 256	11 870	8 366	-29,5%	15,3%
- MAIS	4 785	2 754	4 852	76,2%	1,4%
- RIZ	22 566	22 863	45 351	98,4%	101,0%
- HUILES ET GRAISSES ANIMALES ET VEGETALES	8 090	13 952	12 931	-7,3%	59,8%
- AUTRES PRODUITS	10 666	13 189	12 349	-6,4%	15,8%
PRODUITS PETROLIERS	53 990	119 165	87 931	-26,2%	62,9%
- HUILES BRUTES DE PETROLE	21 783	78 667	36 878	-53,1%	69,3%
- AUTRES PRODUITS PETROLIERS	32 207	40 498	51 054	26,1%	58,5%
PRODUITS PHARMACEUTIQUES	11 755	16 236	13 228	-18,5%	12,5%
MACHINES APPAREILS & MOTEURS	40 365	75 152	37 704	-49,8%	-6,6%
VEHICULES MATERIEL TRANSP. & PIECES DETACHEES AUTO	28 556	51 257	42 390	-17,3%	48,4%
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	192 260	328 956	268 221	-18,5%	39,5%
AUTRES PRODUITS	129 899	157 248	120 723	-23,2%	-7,1%
TOTAL	322 158	486 204	388 944	-20,0%	20,7%

Source: ANSD

FINANCES PUBLIQUES

Au terme des quatre premiers mois de 2020, la gestion budgétaire est caractérisée par une hausse soutenue des ressources et une bonne exécution des dépenses publiques. En effet, les ressources et dons mobilisées à fin avril 2020 sont évaluées à 810,4 milliards contre 719,8 milliards un an auparavant, soit une hausse de 12,6% qui reflète l'augmentation des recettes budgétaires, des dons et l'apport de recettes exceptionnelles (fonds de concours). S'agissant des dépenses, elles sont évaluées à 1513,6 milliards à fin avril 2020, progressant ainsi de 27,2% par rapport à la même période de 2019. En conséquence, le solde budgétaire est estimé en déficit à hauteur de 703,1 milliards à fin avril 2020 contre un déficit de 470,4 milliards à la même période de l'année précédente.

Hausse des ressources budgétaires à fin avril 2020

Les ressources (810,4 milliards) sont constituées de recettes budgétaires (727,4 milliards), de dons (62,3 milliards) et de recettes exceptionnelles (20,3 milliards). En glissement annuel, les ressources ont progressé de 90,6 milliards imputable aux dons en capital évalués à 60 milliards (+71,8%) et aux recettes (budgétaires et exceptionnelles) situées à 747,7 milliards (+9,8%). Par ailleurs, les recettes budgétaires, estimées à 727,4 milliards, se sont accrues de 6,9%, à fin avril 2020, par rapport à la même période de 2019. Cette hausse est attribuable, à la fois, à sa composante fiscale (678,3 milliards) et non fiscale (49,2 milliards) qui se sont confortées de respectivement 2,9% et 128,9%. S'agissant des recettes non fiscales, leur progression traduit le recouvrement plutôt que prévu de la redevance radioélectrique à hauteur de 10,3 milliards. Quant à l'amélioration des recettes fiscales, elle est stimulée par la hausse de l'impôt sur les sociétés, de la TVA intérieure (hors pétrole), et du FSIIPP qui se sont confortés respectivement de 37,9 milliards, 24 milliards et 2,8 milliards pour s'établir à 106,5 milliards, 99,1 milliards 43,1 milliards et 9 milliards à fin avril 2020. Les taxes rapatriées (PSE et COSEC), estimées à 10 milliards ont aussi contribué à la hausse des recettes fiscales. En revanche, les droits et taxes mobilisés par la Douane, notamment, la TVA import (118,2 milliards) et les droits de porte (75,3 milliards) ont atténué cette tendance haussière avec des baisses respectives de 8 mil-

Au terme des quatre premiers mois de 2020, la gestion budgétaire est caractérisée par une hausse soutenue des ressources

liards (-6,3%) et 11,9 milliards (-13,6%). De même, l'impôt sur le revenu (122 milliards), la taxe sur la consommation hors pétrole (16,4 milliards) et les droits de timbre (5,9 milliards) se sont inscrits sur cette dynamique de baisse avec des contractions respectives de 6,5%, 14,8% et 28%.

Progression des dépenses publiques à fin avril 2020

S'agissant des dépenses budgétaires, elles sont évaluées à 1513,6 milliards à fin avril 2020 contre un montant de 1190,2 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 323,4 milliards (+27,2%). Cette situation reflète les hausses combinées des dépenses d'investissement et courantes qui ont progressé de respectivement 15,9% et 34,5%. Les dépenses courantes sont estimées à 971,2 milliards. Cette progression est attribuable à la masse salariale (272 milliards) et aux charges de fonctionnement (572 milliards) qui ont cru respectivement de 11,7% et 64,3%. Cependant, cette hausse est atténuée par la contraction des intérêts sur la dette qui se sont repliés de 3,1 milliards pour s'établir à 127,2 milliards. Concernant les dépenses d'investissement, elles sont estimées à 542,4 milliards, soit une hausse de 15,9% portée, aussi bien, par les investissements sur ressources intérieures (299 milliards) et celles extérieures (243,4 milliards) qui ont affiché des hausses respectives 12,5% et 20,3%.

MONNAIE ET CREDIT

A fin mars 2020, la situation estimée des institutions de dépôts, comparée à celle de la fin du mois précédent, fait ressortir une diminution de la masse monétaire. En contrepartie, une diminution des actifs extérieurs nets et un renforcement de l'encours des créances intérieures sont notés sur la période sous revue.

Baisse de la masse monétaire en mars 2020

La masse monétaire a baissé de 15 milliards, en variation mensuelle, pour atteindre 5575,3 milliards, à fin mars 2020. Cette évolution est perceptible à travers les dépôts transférables qui ont reculé de 34,9 milliards pour s'établir à 2576,6 milliards. Pour sa part, la circulation fiduciaire (billets et pièces hors banques) a augmenté de 28,6 milliards pour ressortir à 1311,5 milliards, à fin mars 2020. Quant aux autres dépôts inclus dans la masse monétaire, ils sont ressortis en retrait de 8,7 milliards, se fixant à 1687,2 milliards. Sur un an, la liquidité globale de l'économie est en expansion de 371,3 milliards ou 7,1%, à fin mars 2020.

Baisse des actifs extérieurs nets en mars 2020

A fin mars 2020, les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts se sont situés à 1811,3 milliards, en baisse de 20,3 milliards ou 1,1% par rapport à la fin du mois précédent. Cette situation est imputable à la Banque centrale dont la position extérieure nette s'est détériorée de 51,3 milliards pour s'établir à 1265,4 milliards. Quant aux banques primaires, elles ont enregistré une augmentation de 31 milliards de leurs avoirs extérieurs nets (545,9 milliards à fin mars 2020). Comparativement à fin mars 2019, les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts ont augmenté de 60,2 milliards ou 3,4% à fin mars 2020.

Renforcement de l'encours des créances intérieures nets en mars 2020

L'encours des créances intérieures des institutions de dépôts s'est renforcé de 93,5 milliards, entre fin février et fin mars 2020, pour se chiffrer à 5248,9 milliards, du fait des crédits nets à l'administration centrale (+108,1 milliards) qui se sont situés à 811,1 milliards. Pour leur part, les créances sur l'économie sont ressorties en baisse de 14,6 milliards, en variation mensuelle, pour s'établir à 4437,8 milliards, à fin mars 2020. En glissement annuel, l'encours des créances intérieures des institutions de dépôts s'est renforcé de 566,4 milliards ou 12,1%, à fin mars 2020.

Tableau 12: Situation monétaire intégrée (en milliards de FCFA)

	2019	2020		Variation absolue (3)/(2)	Variation relative (3)/(2)	Variation absolue (3)/(1)	Variation relative (3)/(1)
	Mars (1)	Févr. (2)	Mars (3)				
Masse monétaire (M2)	5204	5590,3	5575,3	-15	-0,3%	371,3	7,1%
Circulation fiduciaire	1251,3	1282,9	1311,5	28,6	2,2%	60,2	4,8%
Dépôts transférables	2340	2611,5	2576,6	-34,9	-1,3%	236,6	10,1%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1612,7	1695,9	1687,2	-8,7	-0,5%	74,5	4,6%
Actifs extérieurs nets	1751,1	1831,6	1811,3	-20,3	-1,1%	60,2	3,4%
BCEAO	1170,7	1316,7	1265,4	-51,3	-3,9%	94,7	8,1%
Banques	580,4	514,9	545,9	31	6,0%	-34,5	-5,9%
Créances intérieures	4682,5	5155,4	5248,9	93,5	1,8%	566,4	12,1%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	554,4	703	811,1	108,1	15,4%	256,7	46,3%
Créances sur l'économie	4128	4452,4	4437,8	-14,6	-0,33%	309,8	7,50%

Source: BCEAO

ANNEXES

PRIMAIRE	2019	2020			Variation	
	Avril	Mars	Avril	Mens.	Gliss.	
	(1)	(2)	(3)	(3)/(2)	(3)/(1)	
ABATTAGES CONTROLES (tonnes)	2537	2396	1620	-32,4	-36,2	
PECHE (en tonnes)	60222	66429	55140	-17,0	-8,4	
Pêche industrielle	20408	25162	23423	-6,9	14,8	
Pêche artisanale*	39813,6	41267,1	31717,3	-23,1	-20,3	
SECONDAIRE						
PHOSPHATES (en 1000 tonnes)	120,4	133,3	111,3	-16,5	-7,5	
PRODUITS ARACHIDIERS (1000 tonnes)	5,9	1,0	0,3	-71,7	-95,2	
Huile brute	2,9	0,6	0,0	-	-	
Huile raffinée	1,2	0,4	0,3	-27,0	-76,0	
Ventes ELECTRICITE : en millions de kWh	270,8	305,2	315,0	3,2	16,3	
Basse tension	166,3	183,1	190,8	4,2	14,7	
Moyenne tension	84,9	100,6	101,0	0,4	19,0	
Haute tension	19,5	21,5	23,2	8,0	18,8	
<i>CIMENT (1000 tonnes)</i>						
Production	566,9	545,0	570,1	4,6	0,6	
Ventes locales	443,8	459,6	465,8	1,3	5,0	
<i>PRODUITS chimiques (1000 tonnes)</i>						
Acide phosphorique	32,7	51,7	40,3	-22,1	23,2	
Engrais solides	16,2	25,1	0,1	-99,6	-99,3	
<i>SEL: (Production en tonnes)</i>	23749,0	23284,0	23579,0	1,3	-0,7	
<i>COTON (Production en tonnes)</i>	0,0	1559,8	0,0	-	-	
TERTIARE	2019	2020			Variation	
	Avril	Mars	Avril	Mens.	Gliss.	
	(1)	(2)	(3)	(3)/(2)	(3)/(1)	
MOUVEMENTS D'AERONEFS	2 640	1 862	391	-79,0	-85,2	
TOTAL PASSAGERS	218 335	123 436	4 589	-96,3	-97,9	
Départs (nombre)	107 765	67 152	4 193	-93,8	-96,1	
Arrivées (nombre)	96 724	50 577	271	-99,5	-99,7	
En transit (nombre)	13 846	5 707	125	-97,8	-99,1	
TOTAL FRET	3 374	3 355	1 355	-59,6	-59,8	
Départs (tonnes)	1 520	1 550	427	-72,4	-71,9	
Arrivées (tonnes)	1 854	1 805	928	-48,6	-50,0	
TRAFIC MARITIME (en 1000 tonnes)						
Total embarquements	506,849	387,156	387,956	0,2	-23,5	
Total débarquements	1 366	1 582,46	1 197,91	-24,3	-12,3	
TRAFIC FERROVIAIRE						
Trajets voyageurs du PTB (nbre)	55 486			-	-	
FINANCES PUBLIQUES						
RECETTES BUDGETAIRES	169,25	176,7	216,69	22,6	28,0	
Recettes fiscales	168,15	173,2	184,29	6,4	9,6	
Recettes non fiscales (redevance radioélectrique y compris)	1,1	3,5	32,4	825,7	2845,5	
FONCTION PUBLIQUE						
Salaires (en milliards de FCFA)	62,9	68,4	66,8	-2,3	6,2	
Effectifs	142 232	148 925	149 265	0,2	4,9	

*: données provisoires

SERV. DETTE TOTALE (en milliards FCFA)	T4 ₁₈₊	T1 ₁₉₊	T2 ₁₉₊	T3 ₁₉₊	T4 ₁₉₊	TRIM.	GLISS.
principal	121	34,6	81,1	158,9	405	155%	235%
intérêts et commissions	210,3	97,6	151,7	219,4	232,9	6%	11%

T : trimestre

*: données provisoires